

Motion de la commission Femmes

Adoptée par le Mouvement des ASTI réuni en congrès à Dourdan
du 20 au 22 octobre 2017

Féministes tant qu'il faudra

Capitalisme, autoritarisme, patriarcat...

Les attaques tous azimut du néo libéralismes dans tous les pays s'accompagnent d'une offensive réactionnaire et obscurantiste de plus en plus sinistre. On a vu ainsi triompher dans la plus grande puissance mondiale, les Etats unis, un président crachant à la face du monde et des ses concitoyens le racisme le plus virulent et un sexisme désinhibé.

Partout la rapacité du capitalisme dévaste des pans entiers de l'économie mondiale à son seul profit, creusant sans cesse les inégalités au détriment des classes les plus paupérisées et les plus dominées, renforçant ainsi toujours plus un ordre social inégalitaire et brutal.

En France, comme dans les autres pays « riches », les politiques d'austérité des gouvernements successifs provoquent chômage et misère pour les classes populaires. Et les femmes sont toujours les dernières embauchées et les premières licenciées. Les coupes drastiques sur les dépenses de santé fragilisent gravement les droits comme l'IVG et la contraception, chèrement acquis, par les luttes des femmes.

Le pillage des ressources naturelles, les guerres ont provoqué par les visées impérialistes, en particulier au Moyen Orient ont provoqués la mise à sac de régions entières et l'exil de millions de réfugié-e-s. Les milliers de morts en Méditerranée au pied de la « forteresse Europe » sont le symbole le plus cru de l'arrogance des gouvernements d'une poignée de pays riches qui cherchent à assigner à résidence 80 % de la population mondiale.

Migrations et droits bafoués...

Dans ce contexte ce sont les populations les plus vulnérables et en particulier les femmes qui payent le plus lourd tribut dans cette société de marchandisation capitaliste basée sur le patriarcat. Aux effets dévastateurs des guerres pour toutes les populations s'ajoutent pour les femmes les violences sexuelles comme « armes de guerre ». Elles sont aussi de plus en plus nombreuses à emprunter des routes migratoires devenues toujours plus dangereuses en raison des politiques européennes. Viols, séquestration, prostitution...sont le prix à payer pour un partie d'entre elles. Et même parvenues à destination, elles ne bénéficient d'aucune protection !

Le soupçon permanent qui pèse sur les migrant-e-s, l'appel d'air qu'il « faut » tarir, le tri entre les bons et les mauvais, se traduit pour les femmes, selon une logique coloniale, par la violation de l'intimité : suspicion sur la nature de la conception de l'enfant « français » ; mariage « gris », mensonge sur la violence subie. Selon cette logique pernicieuse la femme instrumentaliserait son ventre et son corps pour obtenir un titre de séjour. Les conséquences sont: une protection au rabais pour les femmes étrangères victimes de violences, peu de prise en compte du genre dans l'examen des demandes d'asile, entrave aux droits fondamentaux mais cela participe aussi de leur isolement et de la méfiance vis-à-vis des organismes qui sont censés défendre leurs droits.

Face aux violences sexistes toujours aussi nombreuses, les politiques sont insuffisantes malgré un affichage « compassionnel » envers les femmes : manque de dispositifs d'hébergements adaptés, défaut d'accompagnement global des victimes, lenteur du système judiciaire, inapplication des lois existantes, difficulté à faire reconnaître les violences, notamment psychologiques. Cette situation est aggravée pour les femmes étrangères, et davantage encore pour celles qui n'ont pas de droit au séjour.

Discriminations multifactorielles et racisme...

Qu'elles soient nées et vivent en France ou qu'elles viennent d'arriver, les femmes racisées sont confrontées à un système de discriminations multifactorielles (classe, genre, « race »). Elles subissent des discriminations spécifiques. Ce n'est qu'en tenant compte des expériences particulières de chacune — politiques, économiques, culturelles, sexuelles, etc. — qu'il est possible de prendre en compte, dans notre lutte pour l'émancipation, tous les visages des femmes.

L'Etat et ses acolytes, sous couvert de « droits des femmes » et de « laïcité » poursuivent leur dessein de stigmatisation et d'exclusion des habitants des quartiers populaires, en particulier les musulmans, en présentant les femmes comme des victimes. Le but étant de les « désolidariser » de leurs frères, maris, compagnons, voisins par essence « violents ». Par ailleurs, cette stratégie entraîne une stigmatisation accrue des femmes qui portent le foulard, premières victimes des actes d'islamophobie.

Auto organisation des premières concernées...

Contre ces injonctions, mais aussi contre un quotidien fait de violences policières, d'humiliations, de brimades, contrôle au faciès, que les premières concernées prennent la parole et s'organisent. Nous ne pouvons que saluer l'engagement des sœurs des victimes de violences policières et leur détermination, force, dignité dans ce combat nécessaire pour l'égalité réelle.

L'organisation des premières concernées s'impose dans l'espace public notamment avec la naissance de plusieurs collectifs non mixtes de femmes racisées. Elles portent à travers leurs luttes une nouvelle voie qui remet en cause l'ordre établi et imposent un discours politique qui dérange même parmi les militant-e-s de gauche. Pour mémoire le Festival NYANSAPO, festival afroféministe, a été attaqué au seul motif de sa non-mixité. Ou aujourd'hui, une députée noire franco-gabonaise est la cible d'attaques raciste et sexiste car comme elle l'a dit « quand on est noir, asiatique ou arabe on doit prouver qu'on est de bons français, qu'on aime la patrie ».

La FASTI, dès sa création, a défendu le droit des premiers et premières concernées à l'auto-organisation et a fait de l'autonomie des luttes un principe fondateur. Ainsi, dans le contexte actuel où l'auto-organisation des premières concernées n'est pas toujours comprise, délégitimée, voire considérée par certain-e-s comme relevant du « communautarisme », où la parole des premières concernées a tendance à être confisquée et délégitimée, la FASTI réaffirme que l'émancipation de toutes et tous ne peut pas faire l'économie des formes d'organisation et de lutte que chacun-e aura choisi.

Face à la remise en cause les droits des femmes à travers les discours antiféministes, les politiques antisociales d'austérité, la persistance du sexisme, nous réaffirmons que **le combat féministe est toujours d'actualité et la commission Femmes de la FASTI doit continuer à prendre part à ce combat en construisant un féminisme qui soit porteur d'un véritable projet de transformation sociale et d'émancipation pour toutes et tous.**

Pour cela la commission Femmes poursuivra son action et se donnera les moyens de :

- Poursuivre la réflexion sur le genre, la migration et le racisme et s'associer, de façon transversale, aux travaux des autres Commissions et activités de la FASTI pour une remise en cause globale des systèmes d'oppressions.
- Apporter des conseils de lecture, des outils aux ASTI pour les aider à sensibiliser et à agir face aux violences et discriminations spécifiques faites aux femmes étrangères et/ou racisées, à faire connaître leurs luttes, et à approfondir leurs connaissances et leurs réflexions sur ces sujets.
- Sensibiliser l'opinion publique aux problématiques Femmes à travers des rencontres, des brochures et autres rendez-vous et publications.
- soutenir la non-mixité comme outil de construction des luttes (nécessaire pour percevoir que l'oppression subie est un système).
- Etre solidaire des luttes des premières concernées et promouvoir les outils et œuvres créés par elles, prendre position contre les attaques qu'elles subissent.
- Etre solidaire des militantes qui s'opposent aux violences policières
- Etre solidaire des femmes musulmanes contre les violences et les discriminations dont elles sont victimes, en tant que femmes et musulmanes, du fait de l'islamophobie et de la focalisation sur le voile.
- Etre solidaire des prostituées étrangères harcelées par les forces de l'ordre
- Etre solidaire des femmes qui luttent pour leurs droits partout dans le monde (kurdes, palestiniennes, sahraouies, marocaines...).
- Lutter pour faire avancer les droits des femmes et l'égalité réelle entre toutes et tous.
- Lutter contre les politiques d'austérité, en particulier le démantèlement des services publics.

Nous revendiquons :

- L'égalité des droits entre les hommes et les femmes,
- L'égalité des droits entre les femmes françaises et les femmes étrangères,
- La protection effective de toutes les femmes victimes de violence,
- Le droit inaliénable des femmes à disposer de leurs corps,
- La formation à l'accueil, dans toutes les instances d'accueil, des femmes victimes de violence et de discriminations diverses,
- La reconnaissance des femmes comme groupe social dans la Convention de Genève et l'octroi du statut de réfugiée aux femmes persécutées en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle,
- La reconnaissance juridique des féminicides et du viol comme arme de guerre
- L'autonomie juridique des femmes,
- La régularisation de toutes les femmes sans papiers avec une carte de 10 ans,
- La citoyenneté pleine et entière sans discrimination,
- Le droit pour toute personne à des conditions de travail, à un revenu et à un logement décent,
- La libre circulation et la libre installation de toutes et tous.